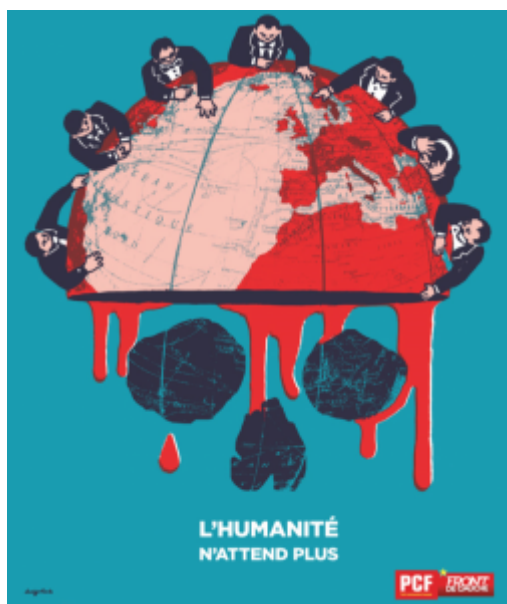


Phosphine à Brest : pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !

Déclaration de la section de Brest et de la fédération du Finistère du PCF

25 500 tonnes de maïs traitées à la phosphine et stockées dans le port de Brest : ce n'est pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !



Depuis bientôt un mois, 25 500 tonnes de maïs importées de Roumanie pour le compte du groupe breton Triskalia et destinées à l'alimentation animale, restent stockées dans le port de Brest en raison d'émanations toxiques résultant d'un traitement à la phosphine, **un pesticide extrêmement dangereux pouvant entraîner de graves conséquences neurologiques, respiratoires et cardiaques.**

L'alerte a été donnée par les dockers de Brest et par des collectifs de soutien aux salariés victimes des pesticides, et des contrôles de services de l'État ont eu lieu, révélant que

la teneur en gaz toxiques reste anormale.

Pourtant le représentant du préfet estime que ce n'est pas un sujet de santé publique !

Qu'en pensent les marins qui ont convoyé cette cargaison à haut risque ? Les dockers qui l'ont déchargée et selon lesquels il aurait suffi de respirer le gaz au-dessus de la cale pour « partir en un quart d'heure » ? Qu'en pensent les chauffeurs appelés à transporter ce chargement qui représente l'équivalent de 830 camions ? Et les ouvriers qui manipuleront ces produits toxiques dans leur usine, alors que plusieurs cas de graves contaminations par ces pesticides sont en cours de jugement depuis plusieurs années ?

Sans oublier les paysans qui recevront ce maïs pour leurs animaux, tout cela finissant dans la chaîne alimentaire et donc dans l'assiette du consommateur.

Dans l'immédiat, nous exigeons que toutes les précautions soient prises par les services de l'État pour surveiller et contrôler ces gaz toxiques, pour protéger la population de tout effet nocif, et que le maïs ne soit pas livré tant que la preuve de son innocuité ne sera pas apportée.

Il faut rechercher aussi les responsables de cette situation qui doivent assumer leurs responsabilités financières dans le coût de ces opérations, voire pénales s'il y a lieu.

Au-delà, ce triste épisode pose plusieurs questions de fond.

Il souligne avec force la nécessaire réorientation des pratiques agricoles. Il est urgent de tourner le dos à cette agriculture intensive polluante qui s'est développée sous la pression de la finance, et d'engager une transition écologique vers une agriculture paysanne, relocalisée, permettant aux agriculteurs de vivre de leur travail et aux consommateurs d'accéder à une alimentation saine et de qualité.

Est posée aussi la question de la protection des salariés au travail. Et l'on ne peut que s'inquiéter de la mise en application de la Loi Travail et des graves reculs qu'elle porte en matière de médecine du travail.

Enfin est mise en évidence une nouvelle fois l'importance pour la sécurité de la population de services publics de qualité. Or leur capacité à remplir leurs missions a déjà été affaiblie ces dernières années par les politiques d'austérité et certains candidats à la présidentielle ne cachent pas qu'ils ont fait le choix idéologique de les démanteler.

Sur tous ces terrains, les communistes et leurs élus sont et seront mobilisés, avec les salariés, avec les paysans, avec les citoyens, pour lutter contre les reculs sociaux et la mainmise de la finance, pour une société de progrès social et écologique, pour l'Humain d'abord.

Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF

Jean-Paul Cam, secrétaire de section du PCF Brest

Yvonne Rainero, membre de la commission nationale santé du PCF et animatrice de la commission finistérienne santé-protection sociale du PCF

**Déclaration de la Fédération
du Finistère Porcherie
industrielles La course au**

gigantisme est une voie dangereuse et sans issue.



Les habitants de Landunvez et les associations de protection de l'environnement s'inquiètent, à juste titre, des projets d'agrandissement d'une porcherie industrielle installée dans la commune.

Le Préfet du Finistère a donné son accord passant outre l'opposition du commissaire enquêteur. ça c'est de la simplification administrative !

Les risques sanitaires, les interdictions de baignades épisodiques sur les plages de la commune, les épandages odorants, les pollutions des cours d'eau avoisinants n'ont pas fait sourciller le représentant de l'État dans le département.

Mais que peut on refuser à la SARL AVEL VOR (ou AVEL MOC'H c'est selon) dirigée par le Président du Comité Régional Porcin, administrateur du groupement de producteurs AVELTIS qui commercialise 3 000 000 de cochons par an ?

Les citoyens ne peuvent que s'étonner du fossé qui se creuse entre les discours officiels et la réalité.

Les crises succèdent aux crises. Tous les secteurs sont

touchés, la filière porcine, la production de lait, les légumiers...

Les actions régulières des agriculteurs sont là pour nous le rappeler.

La situation est telle qu'elle fait dire aux experts que la crise est systémique et que le modèle d'agriculture industrielle, qui a détruit en Bretagne des dizaines de milliers d'emploi, met à genoux les producteurs, épuise les ressources, impacte violemment l'environnement n'est pas la solution mais bien la source du problème.

Et ce modèle il est grand temps d'en changer.

L'avenir de l'agriculture, l'avenir de nos territoires ne passent pas par la course au gigantisme et l'inscription obligatoire des paysans dans la compétition mondiale, prônée par les ayatollahs du libéralisme forcené. Ils en seront, nous en serons toujours les victimes.

On pourrait alors s'attendre que l'État, qui n'est pas avare en déclarations et prétend soutenir une agriculture de qualité, respectueuse des hommes et l'environnement, passe sans attendre aux travaux pratiques.

On pourrait s'attendre à ce qu'il s'oppose aux agrandissements déraisonnables et qu'il promeuve les installations et les conversions en agriculture paysanne.

Dans cette bataille, comme dans d'autres, l'intervention citoyenne est indispensable.

La fédération finistérienne du Parti Communiste Français apporte son soutien sans réserve aux habitantes et aux habitants de Landunvez, aux associations de protection de l'environnement et du patrimoine engagés dans le combat contre agrandissement de la porcherie industrielle AVEL MOR.